

*Expansion des exportations—Loi*

L'un des conseillers de bande de la réserve des Pieds-Noirs m'a dit qu'ils étaient conscients de gaspiller de l'argent mais qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Le gouvernement les y obligeait. C'est le gouvernement qui n'avait pas le sens des responsabilités, monsieur le Président. Nos Indiens n'avaient pas le choix. Autrement, ils n'auraient pas touché la subvention et on leur aurait dit l'année suivante qu'ils avaient laissé passer l'occasion.

Le sens des responsabilités n'existe pas quand une réserve indienne demande une subvention au printemps et ne la reçoit qu'en octobre. Il ne faut certainement pas des mois pour étudier ces demandes. Quand j'écris à des ministres du gouvernement, il m'arrive de recevoir la réponse la même semaine. Mais parfois il me faut attendre trois mois. Est-ce cela bien faire son devoir? J'ai déjà été ministre, j'ai eu des portefeuilles exigeants. A une époque, j'ai été à la fois responsable du bureau des véhicules moteurs, du ministère de la Voirie, du Conseil de recherches; je m'occupais d'accorder les permis de conduire et de les retirer aux conducteurs en état d'ivresse, et ainsi de suite. C'était toute une tâche. J'étais également chargé du réseau téléphonique de l'Alberta. Je travaillais très dur, monsieur le Président, mais les gens n'avaient pas à attendre trois mois avant d'obtenir une réponse à leurs lettres. Si le courrier s'empilait, je travaillais jusqu'aux petites heures, comme les ministres devraient le faire. Je comprends qu'il y ait un peu de retard, mais prendre jusqu'à cinq mois pour répondre, ce n'est pas une façon de conduire les affaires de l'État. C'est manquer à ses responsabilités.

● (1720)

Le sens des responsabilités est au cœur même de ce débat, monsieur le Président. Grâce au travail considérable du député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) et de ceux qui l'ont aidé, ce projet de loi a été amélioré quelque peu sous ce rapport. Le gouvernement a enfin cédé et devra maintenant se porter responsable de cette société, mais les autres ainsi que tous les organismes de l'État devraient aussi être tenus de rendre des comptes si nous voulons vivre en démocratie. J'espère que, maintenant que ce projet de loi est prêt à être transmis au Sénat, nous serons en mesure d'obtenir des résultats dans notre commerce international et sur les marchés d'exportation.

Je voudrais relater à la Chambre un incident qui m'attriste, monsieur le Président. Dans la ville de Drumheller, nous étions sur le point d'obtenir une industrie aux relations mondiales, mais les gouvernements ont refusé de lui accorder la dernière subvention nécessaire. Elle n'aurait probablement jamais eu besoin d'avoir recours à la garantie, mais cette garantie lui a été refusée et, aujourd'hui, la compagnie est en liquidation judiciaire. Environ 200 personnes ont perdu leur emploi. Lorsque je traverse la partie ouest de Drumheller, je peux voir les machines immobilisées. Cette industrie aurait pu donner un revenu à 150 familles et aurait pu exporter des machines, mais la Banque fédérale de développement n'a pas voulu lui accorder la garantie permettant au programme d'entrer dans sa phase finale.

Cette société fabriquait notamment un cultivateur 139 et le semoir Prasko qui auraient pu être vendus aux pays du tiers monde si l'on avait pu obtenir une garantie. Le semoir à air Prasko est une innovation extraordinaire qui a un potentiel énorme. Toutes les recherches avaient été faites, mais, en fin de compte, lorsque des liquidités se sont révélées nécessaires,

on n'a pas pu les trouver. Non seulement la Banque a refusé de prendre le risque de ne pas réussir, mais elle a fait en sorte que le projet n'aboutisse pas et que la compagnie fasse faillite. Elle contruisait également une sous-soleuse. Ces machines agricoles auraient pu être utilisées dans le monde entier et l'entreprise aurait fourni du travail à 150 personnes ou plus. Des soudeurs de tout le Canada auraient pu avoir du travail au lieu d'être en chômage. Les établissements financiers ont toutefois rejeté la proposition et ont réclamé leur argent immédiatement. Le gouvernement a refusé toute garantie, de sorte que l'usine a dû fermer. Aujourd'hui, à Drumheller, l'emplacement est désert, des centaines de semoirs Prasko sont dans la cour et des dizaines de gens reçoivent l'assurance-chômage. Pas étonnant que la Caisse d'assurance-chômage fonde comme neige au soleil, monsieur le Président. Une façon de la renflouer serait de remettre les gens au travail. Ceux qui travaillaient à l'usine Prasko y avaient investi toutes leurs énergies, mais le gouvernement n'a pas voulu prendre de risques. Pourtant, il en a pris avec Imperial Oil, pour 30 milliards de dollars. Pas surprenant qu'il y ait deux millions de chômeurs. On n'encourage absolument pas les gens à investir leur propre argent. Si nous l'investissons, nous créerions des emplois. On n'emploierait peut-être qu'une ou deux personnes pour commencer, mais toute entreprise peut se développer.

Une autre chose qui me peine, c'est l'impôt sur les gains en capital. A Turner Valley, quelqu'un m'a montré un lot vide avec un garage qu'il possédait à côté. Il voulait s'agrandir, mais il m'a dit: «Si vous pensez que je vais faire ça pour un fichu gouvernement, vous êtes fou. Je le ferai pour ma famille. Je pourrais travailler 24 heures par jour pour mon fils, ma fille et ma femme, mais je ne travaillerai pas pour que le gouvernement vienne me prendre ce que j'ai. Je paierai mes impôts régulièrement, mais à ma mort ou lorsque je vendrai mon entreprise, je ne veux pas avoir à payer de nouveaux».

L'impôt sur les gains en capital est injuste. Il tue toute initiative et arrête toute expansion. Pas étonnant que nous ayons deux millions de chômeurs. Il n'y a plus aucun intérêt à investir dans le pays.

L'autre jour, j'étais dans l'avion que me ramenait à Ottawa. Mon voisin m'a expliqué qu'il avait de l'argent investi en Floride: «Vu la situation au Canada, j'ai besoin d'un petit bas de laine pour ma femme et ma famille au cas où je tomberais malade et où je ne pourrais plus travailler. Mais je n'ai aucune confiance dans le gouvernement». Par conséquent, il investissait son argent à l'étranger. Le gouvernement est responsable de cette attitude et principalement parce que dans bien des cas, il a négligé de rendre des comptes.

Au Parlement, nous devrions faire un examen de conscience pour voir ce qui ne va pas. Je prétends que la première chose dont nous ayons besoin, ce pourquoi le député de Mississauga-Sud s'est battu si vaillamment, c'est la responsabilité financière et le contrôle des fonds publics. Lorsque l'industrie constatera que le gouvernement paie comptant, plutôt que dépenser de l'argent qu'il n'a pas, elle saura faire sa part.

Le projet de loi a été considérablement amélioré, monsieur le Président. L'effort réalisé par tous les députés, particulièrement le député de Mississauga-Sud, a été récompensé, car, au moins, nous avons maintenant une certaine responsabilité—à moins qu'il n'y ait quelque faille que nous n'avons pas encore trouvée, mais j'espère que non. J'espère que cette société